



COPIE

Ouagadougou, le 04 DEC 2009

N°2009-- 239 /MTSS/CAB

Le Ministre

A

CONFIDENTIEL

Son Excellence Madame l'Ambassadeur des
Etats Unis d'Amérique (USA)
S/C de Son Excellence Monsieur le Ministre
d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de
la Coopération Régionale

- OUAGADOUGOU -

Objet : publication de la liste de pays utilisant
le travail des enfants par ILAB

Excellence Madame l'Ambassadeur,

Le jeudi 10 septembre 2009 le Bureau des affaires internationales du travail des Etats-unis d'Amérique a publié une liste provisoire de pays produisant des biens qu'il a des raisons de croire qu'ils sont issus du travail des enfants et/ou du travail forcé.

La publication de cette liste fait suite à la signature de la loi sur la protection des victimes de la traite en 2005 dans laquelle le Congrès américain avait instruit le Secrétaire d'Etat au Travail, agissant pour le Bureau des affaires internationales du travail, de « réaliser des activités supplémentaires pour surveiller et combattre le travail forcé et le travail des enfants dans les pays étrangers ».

Cent vingt deux (122) biens, produits par 58 ont été inventoriés et le Burkina Faso figure sur cette liste pour l'or et le coton.

Afin d'atténuer les effets pervers qui pourraient découler de cette publication, j'ai l'honneur de vous vous faire part, à l'intention des autorités du département du travail, des efforts entrepris par le Burkina Faso dans la lutte contre le travail des enfants.

Des dispositions prises par le Burkina Faso en matière de lutte contre le travail des enfants, nous pouvons citer entre autres :

- a) la création au sein du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, d'une Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants et ses Pires Formes en juillet 2006 et dont les principales attributions sont :
- élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre le travail des enfants et ses pires formes et l'évaluer ;
 - participer et contribuer aux instances de discussions sur le travail des enfants et ses pires formes ;
 - assurer le secrétariat du Comité Directeur National (CDN) de lutte contre le travail des enfants ;
 - suivre les relations avec les institutions nationales, sous régionales, régionales et internationales intervenant en matière de lutte contre le travail des enfants ;
 - apporter assistance et conseil aux usagers du département et, aux associations de travailleurs, d'employeurs, mouvements de jeunes et enfants travailleurs, en matière de lutte contre le travail des enfants et ses pires formes.

En outre par arrêté n°2007-016/MTSS/SG/DGSST, les Directeurs régionaux du travail et de la sécurité sociale ont été nommés points focaux de la Direction de la lutte contre le travail des enfants en vue de mettre un accent particulier sur la question du travail des enfants.

- b) l'adoption de la loi n°2008-038/AN du 13 mai 2008 portant code du travail au Burkina Faso et qui porte l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans au lieu de 15 ans comme c'était le cas dans l'ancien texte ;
- c) la prise de l'arrêté n°2008-0027/MTSS/SG/DGSST du 26 décembre 2008, portant dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi. Ce texte autorise l'occupation des enfants à des travaux légers. Les caractéristiques essentielles attachées aux travaux légers sont qu'ils ne doivent pas nuire à la santé et la sécurité des enfants ni entraver leur scolarisation ou leur instruction ;
- d) l'adoption du décret n°2009-365/PRES/PM/MTSS/MS/MASSN du 28 mai 2009 portant détermination de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants. Douze secteurs d'activité ont été identifiés dont l'agriculture et le secteur des mines et carrières.

En ce qui concerne l'agriculture, les travaux dangereux interdits aux enfants sont :

- l'épandage d'engrais chimiques et de pesticides (risques encourus : maladies spéciales dues aux émanations, intoxication) ;
- la manipulation d'agents chimiques dangereux (risques encourus : maladies spéciales dues aux émanations, intoxication) ;
- la conduite de tracteurs et autres engins dangereux agricoles (risques encourus : accidents) ;
- la manipulation de machines dangereuses (risques encourus : accident).

En ce qui concerne les mines, carrières, les travaux dangereux interdits sont :

- les travaux souterrains des mines, carrières, sites d'orpaillage (risques encourus : troubles ophtalmologiques) ;
- l'extraction de minerai à l'aide de produits chimiques (émanations nuisibles, intoxication) ;
- l'extraction de minerai à l'aide d'explosifs (explosions) ;
- l'extraction de minerai à l'aide du feu (incendies) ;
- la taille à la main, broyage, polissage à sec de roche (blessures et poussières, positions de travail pénibles) ;
- le concassage de minerai (poussières nuisibles, position de travail pénibles) ;
- le lavage, vernissage de minerai (poussières nuisibles, position de travail pénibles) ;
- le transport de blocs de pierres (travaux épuisants, blessures, troubles musculo-squelettiques) ;
- les travaux de coulée de métaux (accidents, brûlures, émanation nuisibles) ;
- les travaux de traitement de minerai par amalgamation au mercure sur les sites d'orpaillage (émanations nuisibles).

Cet important décret a été traduit dans les quatre principales langues que sont le moré, le dioula, le fulfuldé et le gulmacema pour une large vulgarisation auprès des familles dans les zones de prévalence.

Il est à noter qu'aucune entreprise minière selon nos services de contrôle n'utilise des enfants.

Toutefois, sur les sites d'orpaillage où les populations s'adonnent à l'exploitation artisanale de l'or en famille, des enfants peuvent s'y retrouver.

A ce niveau, des actions directes de sensibilisation, de retrait, de réinsertion des enfants et d'offre d'alternatives à leurs familles sont menées par nos services en partenariat avec le projet BIT/IPEC. Pour l'année 2008, 200 enfants ont été scolarisés, 1005 alphabétisés et 534 ont reçus une formation professionnelle.

Je souhaite que la présence du Burkina Faso dans la publication de la liste définitive soit reconsidérée en raison de tout ce qui précède votre pays étant lui-même un de nos partenaires financiers notamment dans l'appui aux activités du projet BIT/IPEC/LUTRENA.

Veillez agréer, Excellence Madame l'Ambassadeur, l'expression de ma parfaite considération.


Dr Jérôme BOUGOUMA
Officier de l'Ordre National

